

Cfdt:

CHIMIE ÉNERGIE  
S'ENGAGER POUR CHACUN AGIR POUR TOUS

PROJET « BACLÉ » DU GOUVERNEMENT



**Ce n'est plus HERCULE, mais EDF est toujours en DANGER !**



Grâce à la mobilisation des salariés d'EDF dans la durée, l'interfédérale EDF avait enfin obtenu du gouvernement un support écrit.

Après analyse de ces 3 pages rédigées dans un formalisme qui laisse à désirer, la lecture est sans appel : même avec une nouvelle moustache, **il s'agit bien toujours d'Hercule.**

La ficelle est bien trop grosse et personne n'est dupe !

## Que dit ce document ?

- La première étape consisterait à renationaliser EDF SA, en rachetant donc les actions aux 17% d'actionnaires, dont les salariés actionnaires. Cette détention à 100% par l'Etat permettrait d'envisager la clôture du contentieux avec Bruxelles autour des concessions hydrauliques françaises à travers une entité publique 100% EDF sous contrat de « quasi régie ».



La CFDT rappelle que cette structure de « quasi régie » comporte des risques à terme (déjà abordés dans notre communication **Cfdt** du 15 mars). Par ailleurs, avec des entités comptables distinctes, le nucléaire devra-t-il payer demain la fourniture d'eau pour le refroidissement de ses centrales ?

- La renationalisation d'EDF permettrait aussi de traiter la production nucléaire française avec un système garantissant une valorisation correcte de l'ensemble de la production du parc actuel autour de 49 euros/MWh, en lieu et place des 42 euros pour les 100TWh/an actuellement bradés aux concurrents.



Cette évolution ne peut constituer qu'un premier pas, mais reste très en-deçà de la refonte en profondeur attendue des mécanismes de l'ARENH, largement considérés comme injustes, en particulier le caractère optionnel (quand cela arrange la concurrence) et l'absence de ré-évaluation dans les années à venir. Par ailleurs, l'avenir de la filière nucléaire française sur les décisions à prendre sur le nucléaire neuf n'est toujours pas abordé et sécurisé.



→ Les fonctions supports ainsi que la R&D, la DTEO resteraient rattachées à la tête de Groupe, mais sans plus de précision...



Ce sujet trop peu évoqué ne nous rassure pas sur l'avenir de ces entités dont on sait que la Direction ambitionne depuis longtemps d'en filialiser certaines avec toutes les conséquences sociales qui en découleraient pour les salariés en termes de suppression d'emplois, externalisation d'activités, et remise en cause du contrat de travail...

→ Une entité dite Energies Nouvelles-Réseaux, même format que le VERT d'Hercule serait créée, et 25-30% de son capital seraient vendus à des investisseurs privés tiers.

Comme la CFDT l'avait déjà identifié, les conséquences pour les salariés et les usagers seront à court terme considérables :



- Perte du monopole de distribution d'ENEDIS dans la durée qui aura nécessairement des conséquences sur l'unification des tarifs sur le territoire français (péréquation tarifaire).
- Mise en filiale de la Direction Commerce qui pourrait avoir les mêmes conséquences néfastes que celles qu'ont connues les équipes commerciales de GDF en passant à GDF Suez puis Engie avec des pertes d'emplois, la fin du statut des IEG et des délocalisations à l'étranger, sans oublier une dégradation du service public aux usagers. De plus le démantèlement de la Direction Commerce apparaît dans les interlignes du document du Gouvernement.

**Pour la Cfdt, ce projet sans nom continue à poser énormément de questions.** Comme l'interfédérale l'écrit depuis des mois, **il n'est pas la solution et reste purement financier.** Ce projet ne nous convient pas car il porte les germes d'une privatisation rampante, et ne servira ni les intérêts de nos clients, ni ceux des agents du Groupe EDF.

Le gouvernement a proposé des réunions aux Fédérations syndicales pour recueillir leurs observations. Pour la **Cfdt**, il serait souhaitable et nécessaire que **le gouvernement et la Direction d'EDF soient en capacité d'instruire nos propositions alternatives pour un véritable avenir du service public de l'électricité.**

L'interview de Jean Bernard LEVY de samedi dernier sur France Inter ne nous rassure pas sur les prochaines étapes du dialogue social décidément de plus en plus malmené - puisqu'il a réaffirmé que le projet HERCULE n'était pas enlisé et que les discussions avec Bruxelles autour de ce projet étaient quotidiennes...

**A défaut d'accepter un vrai dialogue social, le gouvernement et la Direction d'EDF devront en assumer les conséquences.**

